



# Répression, répression, répression ! Quelle mouche a piqué la direction ?

Le 29 juin 2017

*Vendredi 23 juin, le secrétaire de la CGT de l'usine de Poissy, Farid Borsali, était appelé à comparaître au tribunal correctionnel de Versailles, suite à une plainte de la direction PSA.*

*Le rassemblement organisé pour le soutenir et pour défendre les libertés syndicales a été un succès, avec 300 salariés présents : une centaine d'ouvriers de Poissy qui avaient débrayé pour faire le déplacement, des militants CGT de tous les sites PSA du pays, et des délégations de salariés d'autres usines (Renault Flins, Cléon et Guyancourt, AXA, Avantis, Nokia, SNCF, etc)*

*Ce rassemblement est une première réponse à une politique générale de répression de la direction. Cette politique va bien au-delà des militants syndicalistes de la Cgt, malheureusement classique chez Peugeot et Citroën, elle touche aussi l'ensemble des salariés avec de nombreuses sanctions et licenciements sous divers prétextes. C'est une attaque contre tous les salariés du groupe.*

*Que cherche la direction ? Par cette politique, la direction cherche à faire accepter des conditions de travail de plus en plus dures, des baisses d'effectifs, des horaires de travail de plus en plus dingues, avec sa cohorte d'heures supplémentaires non payées. Elle se prépare à faire appliquer la loi El khomri et la future loi Macron ainsi que la casse des conventions collectives de la métallurgie.*

*L'usine de Poissy paye un lourd tribu de cette politique suivi par d'autres sites. Si tous ne sont pas encore touchés au même niveau, il s'agit bien d'une politique générale qui vise à dégrader les conditions de vie et de travail de tous les salariés du groupe.*

**Cela a été le cas à Valenciennes** où ils ont dû faire face à des accusations mensongères et fantaisistes de la direction de fausse séquestration et de violences. Cela a été jusqu'à des demandes de licenciements, de mise à pied conservatoire pour finir en fin de compte par de simples mises à pied tout autant injustifiées.

**Dans les usines du groupe**, régulièrement, les militants CGT qui distribuent légalement des tracts CGT aux postes de travail font l'objet de pressions physiques de la part des RH au mépris de la liberté d'expression.

**A Charleville**, les pressions se concentrent sur les militants CGT à capacité restreinte qui sont affectés volontairement à des postes de travail sans rapport avec leurs restrictions médicales.

**A Mulhouse**, la direction vient de convoquer un militant en vue d'un licenciement pour un motif totalement bidon après lui avoir infligé 10 jours de mise à pied. Au même moment, un salarié, connu comme syndiqué CGT, vient d'être mis à pied conservatoire à effet immédiat en vue d'un licenciement, sur une fausse accusation.

**A Poissy**, cela a été la traditionnelle politique d'attaque contre les militants CGT durant la campagne électorale. Un jeune militant licencié, 14 militants sanctionnés avec un total de 61 jours de mises à pied, une mutation disciplinaire et 5 demandes de licenciement, toutes refusées en bloc par l'Inspection du Travail.

L'objectif est classique : tenter d'isoler les militants CGT des salariés, et d'intimider les salariés. Peine perdue, la CGT est devenue à Poissy le 1<sup>er</sup> syndicat chez les ouvriers et plus de 1 100 salariés ont versé par solidarité plus de 4 400€ pour rembourser intégralement les jours de mises à pieds injustifiés.

**A Hordain (Sevelnord)**, la direction entrave le droit de grève en menaçant les salariés : courriers d'intimidation, menaces de rupture de contrat concernant le personnel temporaire qui ont débrayé à l'appel de la CGT contre la flexibilité, les mauvaises conditions de travail et le manque d'effectif. Des RG sont même missionnés pour mettre pression sur les salariés à leurs postes de travail, (*mardi 27 juin HC5 en équipe bleue*).

# Mais aujourd'hui, la direction franchie une étape inadmissible en allant sur le terrain judiciaire.

**A Mulhouse**, Suite à la parution d'un tract syndical en mars 2016, 4 plaintes ont été déposées par des membres de la hiérarchie et par la direction. Et une dizaine de délégués CGT de Mulhouse ont été convoqués à la police pour être interrogés sur ce tract, par la brigade anti-criminalité ! La procédure en justice a conduit à la mise en examen de 6 militants le 21 juin, et ils sont reconvoqués le 10 août au tribunal !

**A Poissy**, le secrétaire de la CGT vient de comparaître en Correctionnelle pour des accusations fantaisistes de violences. La plaidoirie de l'avocate de la CGT a pu mettre en lumière toutes les incohérences, les approximations et la faiblesse du dossier de l'accusation du représentant de la direction.

9 militants viennent de faire 9h de garde à vue chacun et sont appelés à comparaître en Correctionnelle pour une fausse accusation de séquestration où l'Inspection du Travail avait refusé les demandes de licenciement. La direction menace de contester cette décision sur l'un d'entre eux au Ministère du Travail.

**Cette politique est vouée à l'échec, car elle n'entamera pas la détermination des militants. Au contraire, cela ne fait que renforcer leur conviction d'avoir à défendre les intérêts collectifs des salariés.**

**Si la direction s'attaque aussi durement aux militants CGT, c'est qu'elle compte s'attaquer encore plus à l'ensemble des salariés.** Elle voudrait intimider les salariés, au moment où ils commencent à s'opposer aux heures supplémentaires obligatoires et non payées, aux suppressions de postes, aux secteurs vendus à la sous-traitance, aux augmentations de cadences, etc.

## Ces attaques ne passent pas sans réactions de la part des salariés

**Dans plusieurs usines, des débrayages ont eu lieu ces dernières semaines, regroupant au total des centaines d'ouvriers. Et parfois, cela oblige la direction à reculer, au moins partiellement :**

- **À Sevelnord**, de nombreux débrayages ont lieu en ce moment pour protester contre la flexibilité des horaires, les suppressions de postes et le manque d'effectifs. La direction a été contrainte d'annuler certaines séances d'heures sup (samedi matin, dimanche soir, allongements d'horaires) et de rajouter des postes de travail au Ferrage. Ce qui n'était pas possible selon la direction, l'est subitement devenu grâce à la mobilisation des salariés !
- **À Sochaux**, plusieurs débrayages ont eu lieu contre la modification des horaires prévue avec la mise en place d'une équipe de VSD. Rallongement des journées, diminution des pauses, overtime quasi-quotidiens : plusieurs centaines de salariés ont tenu à ne pas laisser se laisser faire.
- **À Metz Borny**, contre le travail du lundi de pentecôte sans majoration, un rassemblement d'ouvriers pendant le temps de pause, a obligé la direction à payer en jour férié. Elle a également reculé sur le travail du samedi dans un secteur, après que 80% des ouvriers de ce secteur aient annoncé qu'ils feraient grève ce jour-là.
- **À Rennes**, des salariés ont aussi arrêté le travail à deux reprises pour dénoncer les heures sup à répétition, le manque d'effectifs et les postes surchargés. Des intérimaires se sont joints à cette mobilisation, pour protester contre la faiblesse de leurs salaires.
- **Dans plusieurs usines**, les règles écrites des accords sont modifiées : à Metz Borny, à Mulhouse, la direction a décidé de payer 1 samedi sur 2, alors que le NEC prévoit le paiement d'une séance sur 3. **Et dans d'autres usines du groupe, les salariés expriment leur ras-le-bol.**

**Ces débrayages, ces mobilisations collectives sont la voie à suivre.**

**Isolés, les salariés ne sont pas assez forts pour s'opposer aux attaques de la direction.**

**Mais dès qu'on discute ensemble, qu'on s'organise et qu'on décide d'exprimer notre mécontentement, on est en capacité de se faire respecter et de faire reculer la direction.**